

**RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS
ORGANISÉES PAR L'AGENCE UMOA TITRES**

PRESENTATION AUX INVESTISSEURS

VISIO – CONFÉRENCE 20,21, 22 JANVIER 2021

**PROFIL SOCIO - POLITIQUE, SITUATION ET PERSPECTIVES
MACROECONOMIQUES, PROJETS STRUCTURANTS
ET STRATEGIE DE FINANCEMENT**

**MONSIEUR BABACAR CISSE
DIRECTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE
A LA DIRECTION GENERALE DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR**

PLAN DU RAPPORT

- I. BREF APPERCU SUR LE SENEGAL: PROFIL SOCIO-POLITIQUE, ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET ECONOMIQUES**
- II. SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES (2021 -2023)**
- III. PROJETS STRUCTURANTS**
- IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP2A**
- V. PLAN DE FINANCEMENT 2021: FOCUS SUR LE MARCHÉ INTERIEUR**



**I. I- BREF APPERCU SUR LE SENEGAL PROFIL SOCIO-POLITIQUE,
ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET
ECONOMIQUES**



Superficie: 196.722 km²

Population/indicateurs sociaux: 15,7 millions (estim.2018) avec une densité de 80 habitants au km². 41% de la population à moins de 15 ans . Espérance de vie: 67,5 ans. Croît démographique: 2,9% avec un doublement tous les 24 ans. Population urbaine 46,7% (en 2018 contre 23% en 1960)

PIB per capita : 1687,5 USD (estim. 2020)

IDH: 168^{ème} /189 pays « développement humain faible »

Le Sénégal est un pays de paix, avec une longue tradition de stabilité et d'ouverture politique. C'est une démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées. **Le Sénégal est un vecteur de stabilité** (relations solides de bon voisinage; diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix) .

Indices/Notation: Transparency 66^e mondial et 7^e Afrique, Mo Ibrahim 12^e sur 53 pays africains/ Ba3 négatif (Moody's) B+ Stable (S&P)

Le Sénégal a une économie à dominante tertiaire (44,7% de contribution au PIB; secondaire 24,4% ;primaire 15,7%; administration publique 15,2%) La résilience est renforcée par les PAP2A du **Plan Sénégal Emergent horizon 2035**, dont l'axe 1 vise la transformation structurelle. Il est à relever une **amélioration des classements** Doing Business (de 141^e à 123^e), Soit un gain de 4,9 points pour 18 places gagnées et World Economic Forum (de 113^e à 114^e) et une **bonne dynamique de croissance** (avec cinq années successives de croissance supérieure à 6% quoique sous l'effet de la COVID la croissance a regressé en 2020 et est attendue à 0,8%)



La gestion des finances publiques au cours des trois dernières années s'est déroulée en phase avec les engagements du programme Economique et Financier appuyé par l'ISPE, puis de l'ICPE. Elle a été caractérisée d'une part, par le maintien d'un effort soutenu de mobilisation des recettes internes à la faveur du renforcement et de la modernisation de l'administration fiscale et douanière et d'autre part, par la poursuite de la mise en œuvre des projets d'investissement du PSE et la réduction progressive des charges de fonctionnement.

Par ailleurs, avec l'élargissement du champ de la dette et le recours accru aux financements commerciaux, le risque de surendettement du Sénégal est passé de faible à modéré. Le Sénégal continuera à mettre en œuvre une **gestion prudente de la dette**, pour préserver les marges disponibles;

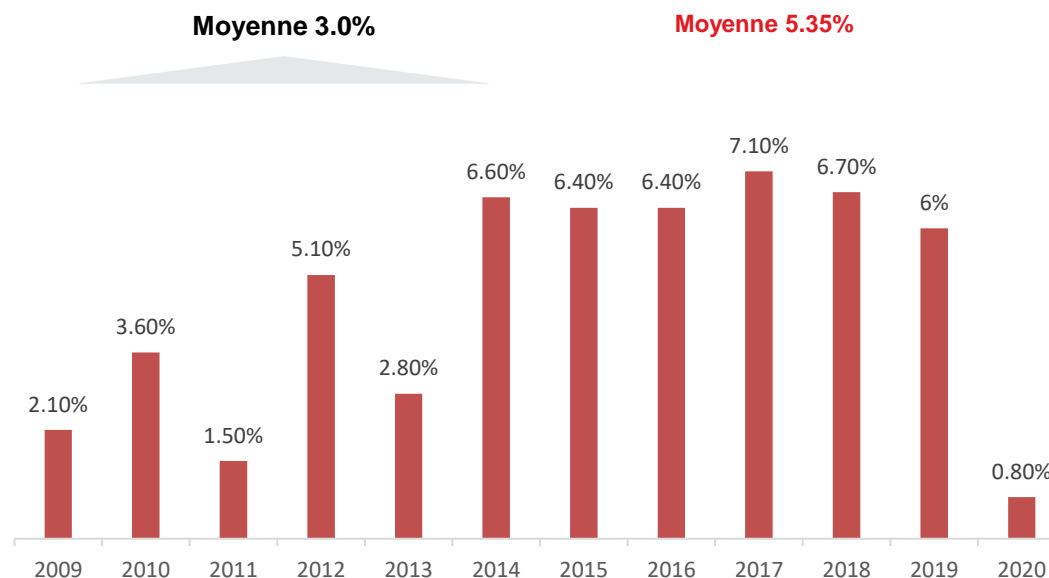
Le **secteur monétaire et financier** est caractérisé par une stabilité monétaire, du fait de l'appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient. Bien que les efforts d'atténuation du déficit commercial doivent davantage être consolidés, les **comptes extérieurs** évoluent globalement positivement grâce aux envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression.

II- SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES

UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE ET DURABLE...

Rehaussement durable de la trajectoire de croissance du pays :

Depuis la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, en 2014, l'économie sénégalaise s'est inscrite sur un nouveau sentier de croissance au cours des dernières années. L'activité économique se maintient sur une dynamique de croissance de plus de 6% sur les trois dernières années. En 2020, elle a fortement chuté à 0,8%



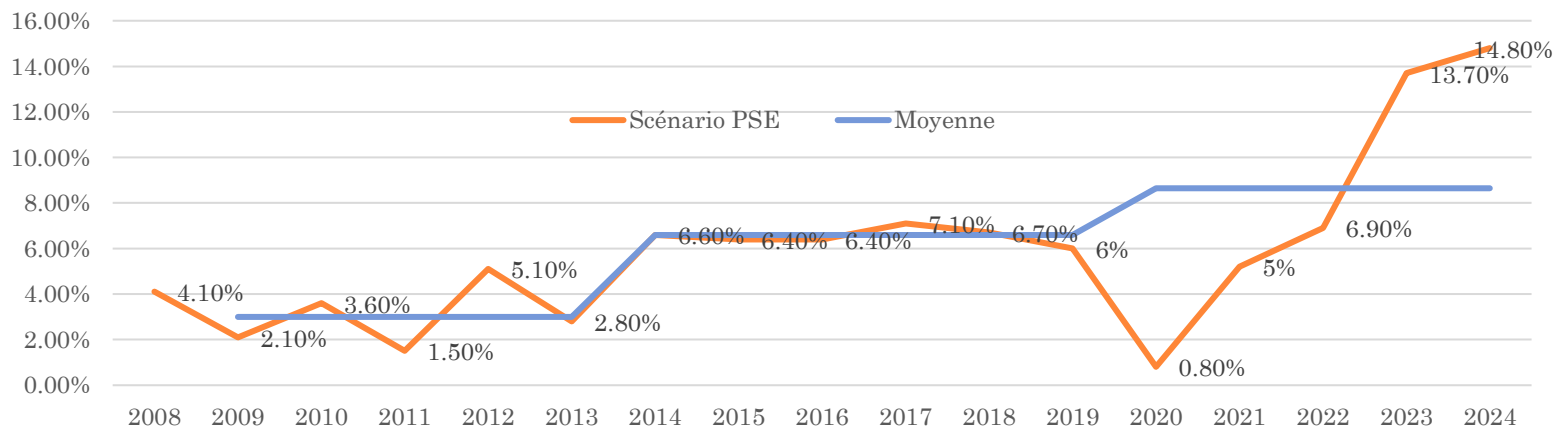
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne progression	Contribution à la croissance moyenne Répartiti on Poids	
Secteur primaire	10,60%	5,40%	11,50%	7,90%	2,90%	5,10%	7,23%	2,20%	15,70%
Secteur secondaire	9,80%	3,60%	7,10%	7,50%	5,80%	-1,10%	5,45%	-0,26%	24,40%
Secteur tertiaire	2,60%	7,20%	5,90%	5,00%	5,00%	-2,80%	3,82%	-1,30%	44,70%
APU	10,70%	10,70%	5,00%	7,80%	6,50%	5,10%	7,63%	0,14%	15,20%
								0,8%	

Le Sénégal présente l'avantage d'une croissance diversifiée portée par tous les secteurs quoique dominés par le secteur tertiaire avec 44,7%, tiré par les activités de commerce (13,4%) activités de ainsi que les services immobiliers (7,6 %). Le secteur secondaire suit avec près de 24,4% de la croissance moyenne.

UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE DURABLE...

Contributions moyennes	Période 2008-2013		Période 2014-2020	
	% PIB	% taux croissance	% PIB	% taux croissance
Secteur primaire	14,20%	13,90%	15,15%	13,90%
Secteur secondaire	20,90%	22,50%	23,8%	22,50%
Secteur tertiaire	46,20%	45,60%	46,5%	45,60%
APU	18,70%	18,00%	15%	18,00%

	Contribution à la croissance moyenne		
	Période		Variation
	2009-2013	Période 2014-2020	
	Répartition	Répartition	
Secteur primaire	0,4%	1,0%	2,25
Secteur secondaire	0,6%	1,3%	1,17
Secteur tertiaire	1,4%	1,8%	0,29
APU	0,6%	0,6%	0,00
	3,0%	5,00%	0,67



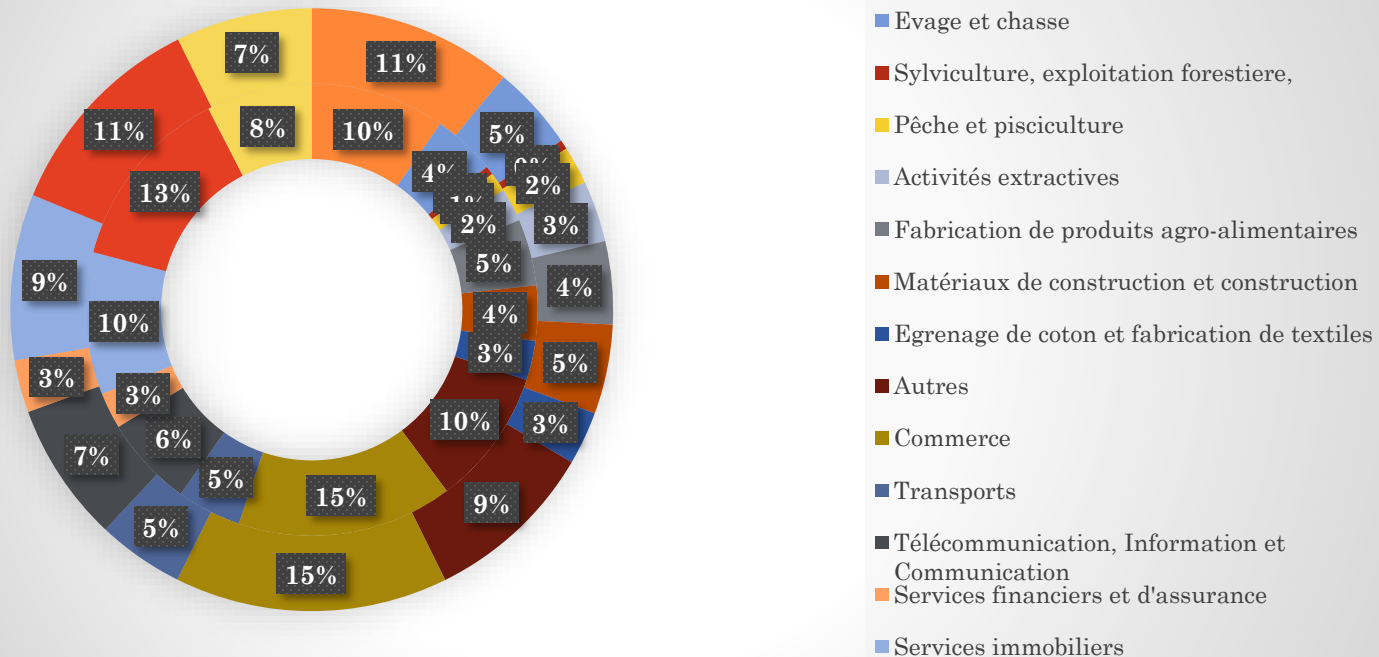
Le secteur tertiaire a une contribution plus forte sur forte la croissance, quoique fortement impacté par la COVID en 2020, avec une contribution négative (-1,30%).

L'impact de la contribution à la croissance du secteur primaire augmente, le secteur secondaire et le secteur tertiaire stagnent quasiment tandis que celui de la contribution du secteur APU recule assez significativement; En moyenne, la croissance s'est améliorée que doublée sur la seconde phase du PSE relativement à la période quinquennale précédente, quoique fortement impactée négativement en 2020, sous l'effet de la pandémie de la COVID – 19.

SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

Faits saillants en 2020...

- **Secteur primaire:** l'activité dans le secteur primaire resterait dynamique, sous l'impulsion des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et de la pisciculture. L'activité est attendue en progression de 5,1% contre 2,9% en 2019, soit une hausse de 2,2 point de pourcentage.
- **Secteur secondaire:** il est attendu un ralentissement des activités, en liaison, notamment, avec les difficultés de l'industrie de fabrication des produits agroalimentaire qui connaît sous l'effet de la pandémie de COVID-19 une baisse de 7,3 %? Même si les activités de fabrication de textile ont connu une hausse sous l'impulsion de l'habillement.. Globalement, le secteur secondaire est projeté eretrair de 1,1% en 2020, contre une estimation de 5,8% en 2019.
- **Secteur tertiaire:** l'activité du secteur tertiaire a été fortement impacté négivement par la crise de la COVID-19. La croissance dudit secteur ressortirait à -2,8 %, soit une décélération de 2,2 point de pourcentage par rapport à 2019. Cette situation reflèterait, principalement, les difficultés notées dans les transport qui ont décrû de 8,8% ainsi que des services d'hébergement et de restauration qui connaissent une baisse de 17%.



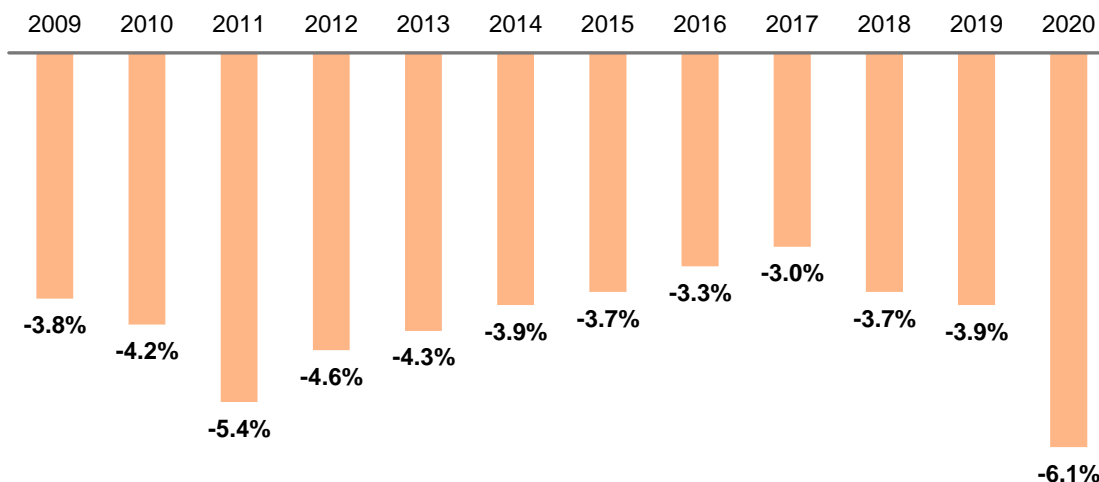
Economie assez bien diversifiée (aucune branche d'activité ne représentant plus de 15%). **prédominance du secteur tertiaire atténuée par une progression sensible du secteur secondaire**

Evolutions structurelles relevées sur la période 2014-2020:

- dynamisme sous secteur agricole (progressions notables des productions céréalières, arachidière et horticole) avec le programme d'adaptation aux conditions climatiques et le développement de la pisciculture;
- secteur secondaire: poursuite des grands travaux inscrits dans le cadre du PSE, le développement des pôles urbains notamment Diamniadio et Lac Rose, investissements massifs ICS et SOMIVA pour de réhabilitation et , poursuite du programme de développement 2016-2020 des activités de raffinage de la SAR, de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructure de l'Etat (VDN 2, Autoroute Thiès-Touba, Pôle urbain Diamniadio, etc.), réhabilitation des capacités de production énergétique et installation de nouvelles centrales solaires (Bokhol, Méouane et Malicounda) et dynamisme de l'huilerie au niveau de l'industrie alimentaires
- au niveau du secteur tertiaire: Dynamisme notée sur 2014 et 2019. Cependant, ce secteur a connu des difficultés avec une évolution négative en 2020 notamment avec la pandémie de COVID-19

DES FINANCES PUBLIQUES CONSOLIDEES ... A TRAVERS (1) UN DEFICIT MIEUX MAITRISE

Déficit budgétaire (% du PIB)



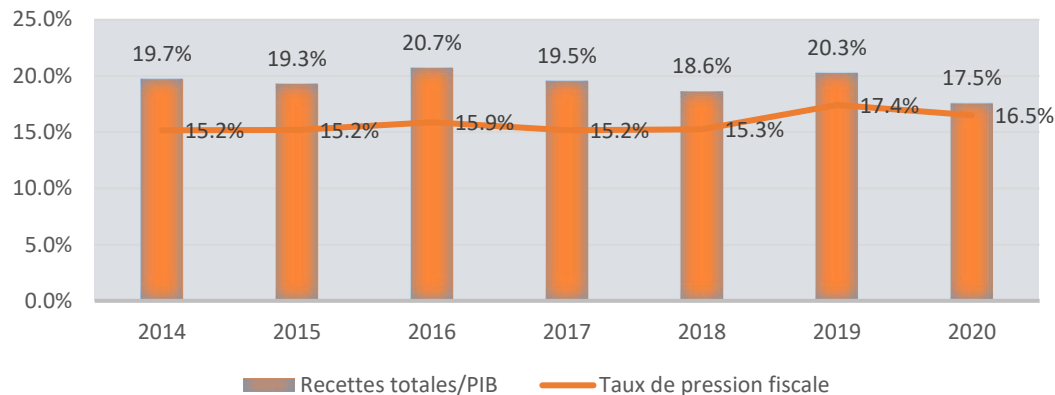
Poursuite de l'effort de réduction du déficit budgétaire.

Après un pic de dégradation à 5,4% en 2011, et une projection à 3,0%, le déficit est de 6,1% en 2020, soit une dégradation de 2,2% par rapport à 2019 et de 3,3% par rapport à la cible initiale de 2020. Cette dégradation s'explique par l'effet de la pandémie de la COVID-19.

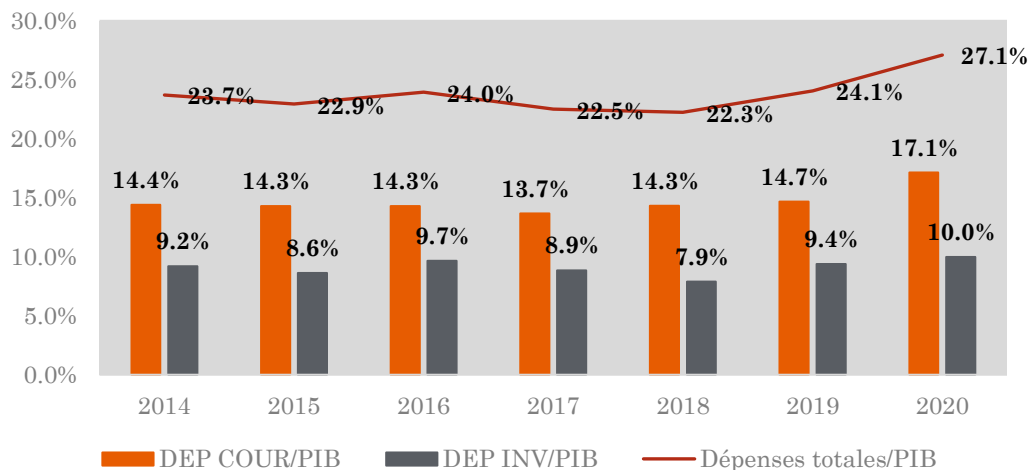
- La gestion budgétaire à court et moyen terme sur la période 2021-2025 devrait correspondre au retour à la normale, dès 2021 dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Les autorités ont pris des mesures de politiques économiques, sociales et sanitaires dans le cadre du PAP2A. Il est attendu la consolidation du rythme de croissance économique à la faveur des ambitieux programmes de développement économique ainsi que par les défis majeurs en terme de mobilisation des ressources budgétaires internes notamment avec la SRMT. Les orientations budgétaires seront axées essentiellement autour de la maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du nouveau programme économique et financier ICPE conclu avec le FMI. Au total, il est projeté un retour du déficit à la norme de 3% dès 2022, après un niveau prévu de 5% en 2021.

...GRACE A LA BONNE TENUE DES RECETTES ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES DEPENSES

RECETTES BUDGETAIRES ET PRESSION FISCALES EN % DU PIB



Dépenses totales en % du PIB

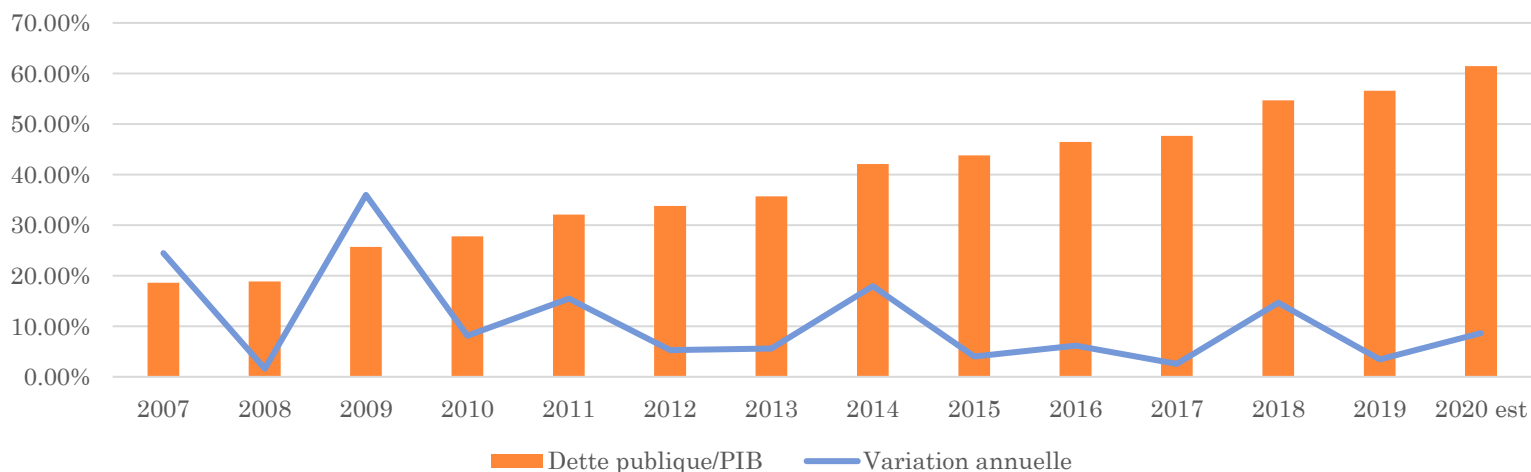


- Maintien d'un effort soutenu en terme de mobilisation des recettes internes
- Léger fléchissement de la fiscale reflétant la baisse des recettes avec la COVID -19 ainsi que tout le programme de soutien fiscal au secteur privé (Suspension d'échéance et exonération).
- En perspectives, la pression fiscale est attendu à 20,4% à l'horizon 2024 à la faveur de la SRMT. sur la période 2021 – 2025, elle serait de 19,5% (presque égale à la norme communautaire).
- Amélioration de la qualité des dépenses. Hausse des dépenses pour faire face aux effets de la pandémie

....ET (2) AVEC UN ENDETTEMENT QUI DEMEURE SOUTENABLE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 proj
Dette publique/PIB	18,60%	18,90%	25,70%	27,80%	32,10%	33,80%	35,70%	42,10%	43,80%	46,50%	47,70%	54,70%	56,6%	61,50%
Variation annuelle	24,50%	1,61%	35,98%	8,17%	15,47%	5,30%	5,62%	17,93%	4,04%	6,16%	2,58%	14,68%	3,47%	8,66%

Evolution de l'encours de la dette



- En soutien aux investissements publics massifs entamés depuis 2014, la dette publique continue à progresser
-toutefois, à un rythme moyen moins accéléré que sur la période quinquennale précédente 2007-2013
- En perspective, le ratio de l'encours de la dette/PIB pourrait baisser sur la période 2021 -2025, à la faveur notamment de la maîtrise accrue du déficit budgétaire et de l'amélioration de la stratégie d'endettement.

... BIEN QUE SES SOURCES SOIENT DE PLUS EN PLUS COMMERCIALES ET EXTERNES

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE					
	2013		2020		Evolution
DETTE PUBLIQUE TOTALE	3441,7		8803,5		5361,8
concessionnels et semi-concessionnels	2128,5	62%	5295,5	60,15%	-1,85%
commerciaux	1313,2	38%	2239,3	25,44%	8,90%
Taux d'endettement public	44,60%		61,50%		10,30%
Dettes extérieures	2367,7	69%	7543,8	85,69%	21,75%
Multilatéraux	1509,3	44%	3252	36,94%	-12,61%
Bilatéraux	619,2	18%	1783,8	20,26%	9,13%
Crédit à l'exportation	1	0%	259,7	2,95%	2,08%
Commerciaux	238,2	7%	2239,3	25,44%	32,41%
Dettes intérieures	1074	31%	1268,7	14,41%	-21,75%
Bons du Trésor	348,1	10%	55	0,62%	-10%
Obligations du Trésor	575,9	17%	1175	13,35%	-5%
Autres emprunts	150	4%	38,7	0,44%	-3%

Source : DDP/DGCP/TMFB: données en milliards de FCFA

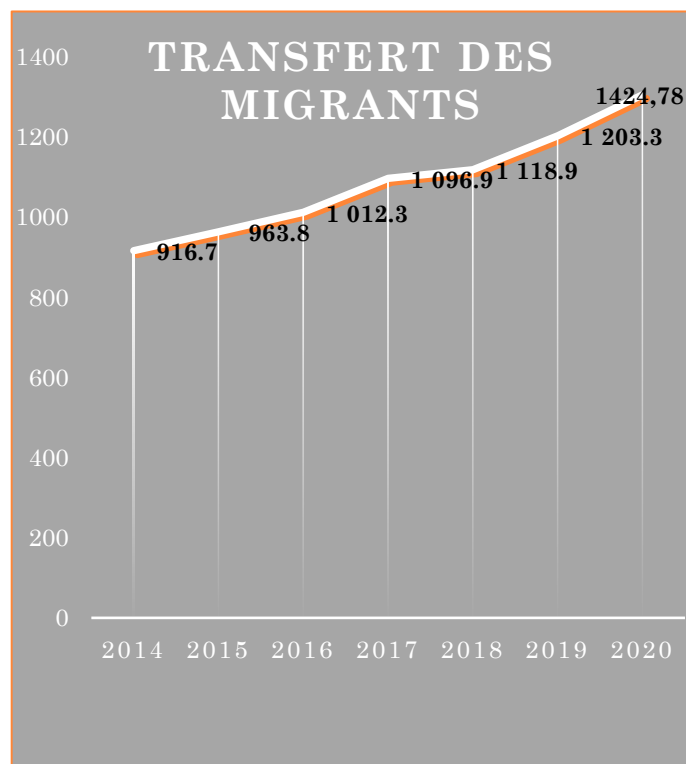
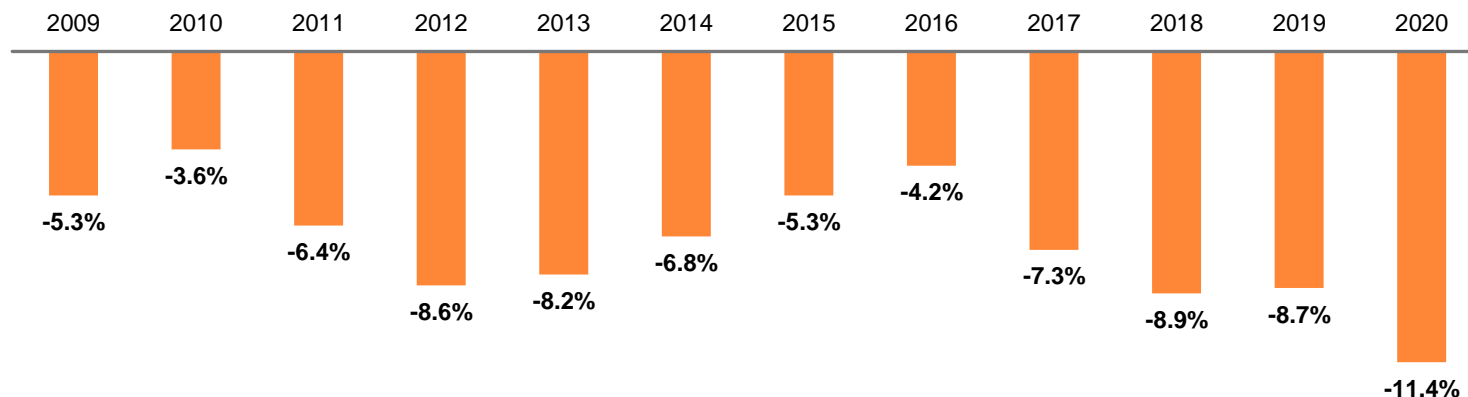
- La part de la dette externe est progressée de 16,69 points passant de 69% à fin 2013 à 85,69% à fin 2020.
- La part de la dette contractée à des conditions commerciales passe de 38% à 25,44%

... CETTE TENDANCE COMBINEE AVEC L'ELARGISSEMENT DU CHAMP DE LA DETTE A FAIT BASCULE LE RISQUE DE DE SURENDETTEMENT DE FAIBLE A MODERE. CE QUI JUSTIFIE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT PRUDENTE AINSI QUE LE RECOURS PLUS ACCRU A LA DETTE LIBELLE EN FCFA POUR EVITER DE DEGRADER D'AVANTAGE LE PROFIL DE VIABILITE DE LA DETTE

Ratios	Seuils	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2028	2030
Ratios de solvabilité										
VA/PIB	55	39,21	45,50	48,60	50,30	46,70	41,47	39,20	28,48	22,40
VA/EXP	240	163,49	219,78	220,24	215,25	203,1	172,8	156,80	113,9	89,61
Ratios de liquidité										
SD/EXP	21	18,54	20,67	16,82	18,17	16,19	19,93	13,18	15,96	12,70
SD/REC	23	18,95	18,18	15,71	17,16	14,09	18,11	11,78	15,68	12,48

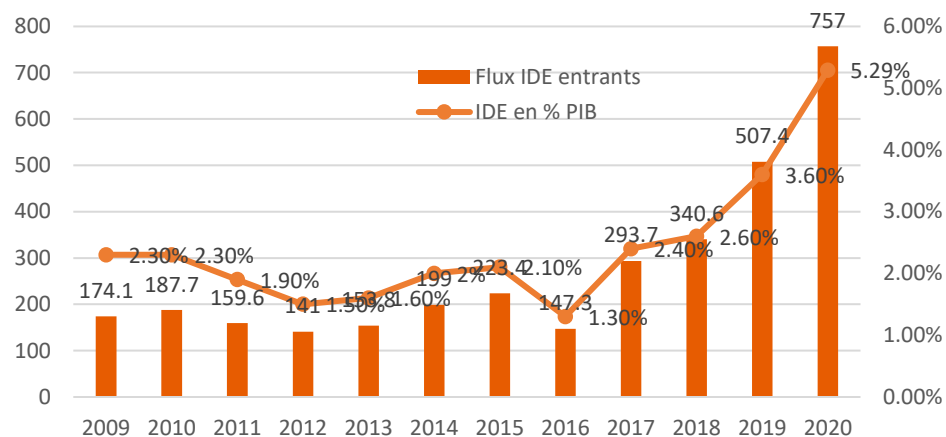
VA/PIB	74	49,10	55,60	59,05	60,05	56,56	51,98	50,13	43,92	40,95
---------------	-----------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

COMPTES EXTERIEURS: LE COMPTE COURANT ENCORE VULNERABLE

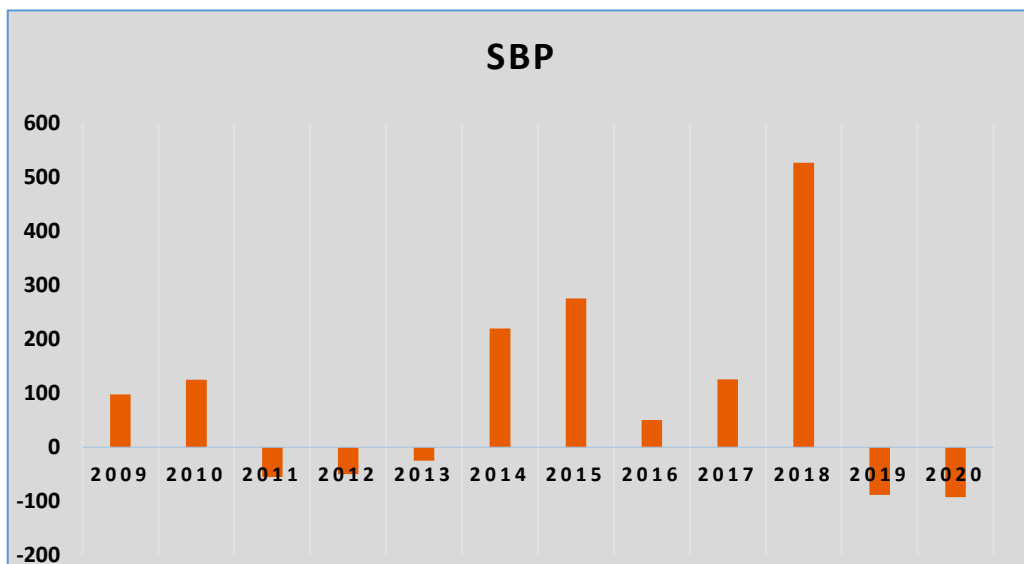


- ★ **Compte courant** : après une période 2013-2016 de réduction continue et sensible, il est noté sur les deux dernières années une dégradation du fait d'une progression des exportations plus faible que celle des importations tirées par les investissements relatifs au PSE. Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 11,4% du PIB en 2020 contre 8,7% du PIB en 2019, soit une amélioration de 2,7 point de pourcentage.
- ★ Soutien appréciable des transferts de fonds des travailleurs émigrés qui permet d'atténuer sensiblement le solde courant
- ★ Le déficit du compte courant est projeté à -11,4% en 2020, expliqué grandement par la hausse des importations notamment avec la mise en œuvre des projets pétroliers et gaziers

COMPTES EXTERIEURS: NEANMOINS LE SOLDE GLOBAL SE CONSOLIDE

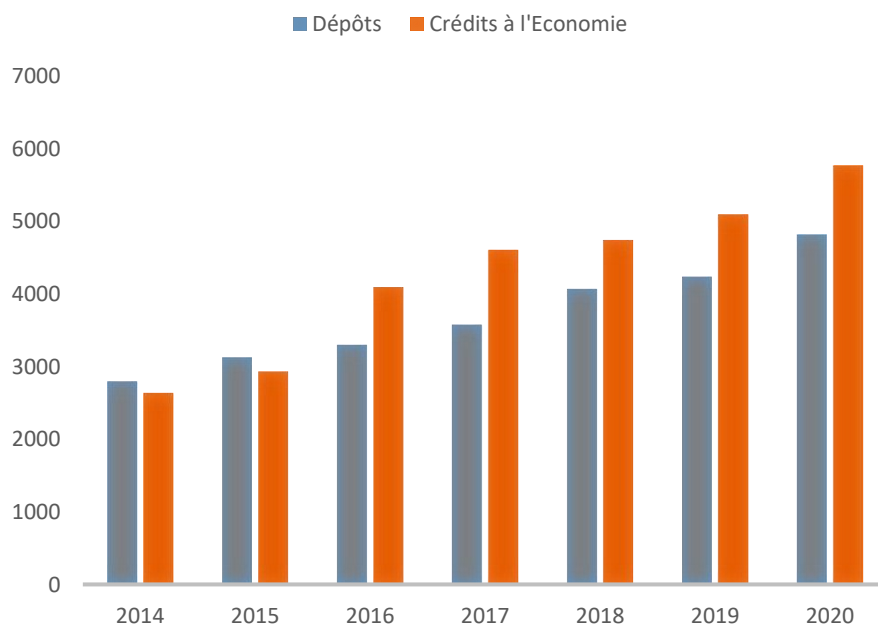


Grâce aux flux d'IDE (principalement en provenance de la France, de la Chine, du Maroc, du Nigéria et de l'Afrique du Sud), en faveur d'industries extractives, chimiques, dans le secteur financier, de l'énergie et dans l'agrobusiness ainsi que de plus en plus dans le pétrole et le gaz, qui sont en progression constante et aux mobilisations nettes de capitaux externes, le solde global se consolide



SITUATION MONETAIRE: MASSE MONETAIRE ET CREDIT EN EXPANSION

	Masse monétaire M2	Variation de la masse monétaire M2	Dépôts	Crédits à l'Economie	Crédits au secteur privé
2014	3485,5	11%	2797,3	2637,6	2564,7
2015	4165,6	20%	3129,1	2932,7	2735,1
2016	4217,4	1%	3297,3	4096,1	3666
2017	4607,7	9%	3578,9	4608,1	4209,1
2018	5259,7	14%	4072,6	4742,8	4275
2019	5462	4%	4237	5153,6	4596,7
2020	6170	13%	4821,3	5724,2	4734,8



- ★ La masse monétaire progresse (+13% en 2020; +9% par an depuis 2014 à l'exception de 2016), notamment en liaison avec la progression des avoirs extérieurs nets (résultant du solde global positif de la BDP) et des dépôts.
- ★ Les crédits au secteur privé connaissent une expansion appréciable (+3% en 2020 et +12,4% en moyenne depuis 2014).
- ★ Inflation faible , même si hausse en 2018 (+2,3% contre 1,7% en 2017) du fait hausse baril. Projection: 1,9% en 2019

SITUATION MONETAIRE: SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER SOLIDE ET PERFORMANT

	Ratio d'adéquation des FP	Ratio Prêts improductif/ Total prêts	Côût moyen des fonds empruntés	Marge moyenne d'intérêt	rendement moyen des fonds propres après impôt
2013	17,90%	9,00%	2,20%	7,10%	10,50%
2014	16,40%	8,80%	2,20%	6,20%	3,60%
2015	16,30%	9,20%	2,20%	6,00%	9,00%
2016	13,80%	7,60%	2,30%	6,10%	13,00%
2017	13,20%	7,20%	2,40%	6,20%	19,90%
2018	11,40%	4,60%	2,2	5,40%	7,20%
2019	12,70%	5,8%	nc	nc	nc

* secteur bancaire composé de 29 institutions de crédit dont une part importante de banques étrangères

- Avec 22.2% des actifs bancaires de la zone UEMOA, le secteur bancaire sénégalais représente l'un des plus importants secteurs de la zone

- Les banques sont bien capitalisées en termes de ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) [ratio de solvabilité]
- Les créances improductives sont maîtrisées . Le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts se situe en moyenne à 7,4% sur la période 2013 – 2019, et les stress tests de solvabilité ont montré que les banques sont en mesure de supporter des chocs exogènes.

PERSPECTIVES DE CONVERGENCE 2020 - 2024

- ★ Au titre de la surveillance multilatérale, sur la période 2021-2025, l'accent sera mis sur la poursuite de la modernisation des administrations fiscale et douanière, le renforcement de la politique fiscale avec la Stratégie de Recettes à Moyen terme et la rationalisation des dépenses fiscales mais également de la gouvernance financière. En outre, il est attendu une plus grande rationalisation des dépenses courantes au profit de celles d'investissement dans un contexte de mise en œuvre du PAP2A
- ★ A cet effet, le déficit budgétaire global, prévu à 6,1% du PIB en 2020, devrai, devrait ressortir à -3,6% du PIB en moyenne sur la période 2021-2025.
- ★ Le taux d'inflation serait maitrisé bien en deçà du seuil de 5% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale.
- ★ S'agissant des financements auprès de la Banque centrale, le Sénégal ne pourra y recourir compte tenu de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).
- ★ En ce qui concerne la dette publique, le taux d'endettement total devrait situer en moyenne à 59,06% sur la période 2021-2025, soit en dessous du seuil de 70%.

	2020		2021	2022	2022	2023	2025
CRITERES PRIMAIRES							
Le déficit budgétaire global	-6,1%	-5,0%	-4,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Le taux d'inflation (déflateur du PIB)	2,1%		1,8%	2%	1,7%	1,1%	1,1%
Financement contracté auprès de la Banque Centrale	0		0	0	0	0	0
Les réserves de change en mois d'importation	6 mois		6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
CRITERES SECONDAIRES							
L'encours de la dette publique en % du PIB	61,5%		65%	64%	59%	54%	53%
Le Taux de Change Nominal	stable		stable	stable	stable	stable	stable

III. PROJETS STRUCTURANTS

PERSPECTIVES PAP2A 2021-2023 :

OBJECTIF GLOBAL ET PRINCIPAUX DÉFIS IDENTIFIÉS

**Objectif
Global,**

**Principaux
Défis**

Réaliser, à travers la transformation structurelle de l'économie, une croissance forte, inclusive et durable pour le bien-être des populations ».

- ★ Stabilité du cadre macroéconomique à préserver : accent sur renforcement de la productivité et la mobilisation de ressources internes
- ★ Plus forte implication du secteur privé
- ★ Développement du capital humain et capture du dividende démographique
- ★ Renforcement de la gouvernance et promotion d'une administration publique moderne et efficace
- ★ Prise en compte de la dimension environnementale
- ★ Faire du pétrole et du gaz un des moteurs de l'économie
- ★ Promotion de l'économie numérique

PERSPECTIVES

Orientations programmatiques:

○ 5 Grandes initiatives majeures

- ★ PSE/Jeunesse 2035
- ★ PSE/Economie solidaire et sociale
- ★ PSE/Société numérique
- ★ PSE Vert ou la reforestation durable du territoire national
- ★ PSE/ Cap sur l'industrialisation

○ 3 Programme sectoriels

- ★ Programme ZERO BIDONVILLES
- ★ Programme ZERO DECHET;
- ★ Programme VILLES CREATIVES;

○ 5 ACCES UNIVERSELS

- ★ Eaux et Assainissement
- Electricité
- Projet structurant scaling solaire
- ★ Services sociaux de base
- ★ Services de mobilité collective
- ★ Services sportifs et culturels

PERSPECTIVES:

Mesures phares

○ 5 Grandes initiatives majeures

- ★ Programme provisoires zéro abris
- ★ Construction d'ISEP, de centres universitaires et d'Espaces numériques ouverts
- ★ Mise à niveau et construction de lycées techniques et professionnels
- ★ Parc de technologie numérique et Centre national de Calcul Scientifique de Diamniadio de Diamniadio
- ★ Programme de reforestation durable
- ★ Promotion d'industries de recyclage de déchets classiques
- ★ Agropoles
- ★ Parcs industriels et technologiques

○ 3 Programmes sectoriels

- ★ Programme 100 mille logements sociaux
- ★ Programme de revalorisation et de recyclage industriel des déchets;
- ★ Plateforme culturelle et artistique de promotion de la créativité et de l'innovation

○ 5 ACCES UNIVERSELS

- ★ Projet KMS 3
- ★ Projet de dessalement de l'eau de mer
- ★ PUDC
- ★ Autoroute de l'électricité: renforcement du réseau de distribution électrique
- ★ Construction d'hôpitaux, centres et postes de santé
- ★ Construction centre national d'oncologie cancer », centre de traitement des grands brûlés
- ★ TER
- ★ Rénovation chemin de fer Dakar Bamako
- ★ Nouvelle ligne ferroviaire
- ★ BRT
- ★ Construction d'un stade olympique à DIAMNIADIO et de stade multifonctionnel par pôle territoire
- ★ Construction de la maison des archives du hall des arts de Dakar et de la bibliothèque nationale du Sénégal

Principaux projets et programmes: Volet PPP

Economie numérique

- ★ Smart City à Diamniadio

Infrastructures et transports

- ★ Projet port de Ndayane



Energie

- ★ Extension du réseau électrique
- ★ Développement d'un réseau de gazoduc;



Industrie

- ★ Parcs industriels
- ★ Zones économiques spéciales
- ★ Développement des agropoles



Urbanisme et Habitat

- ★ Projet de développement urbain

ROLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVE

- L'évaluation de la phase I du PSE montre que le secteur privé a faiblement contribué au financement des projets et programme (autour de 2%). Les PPP ont été bien moins utilisés que prévu, malgré la révision de la loi régissant les PPP en 2014.
- Les contraintes sont les suivantes : i) accès à/coût de l'énergie, ii) lourdeur des procédures dans le système fiscal et le domaine judiciaire, iii) réglementation du travail, iv) accès au/coût du crédit, (v) efficacité de l'investissement public, et (vi) faiblesse du capital humain, dans un climat des affaires où il est généralement difficile d'opérer.
- Les réformes engagées dans le cadre du PAP 2A visent à assurer un développement endogène porté par un secteur privé national fort.

* le PREAC III finalisera à l'horizon 2023 les réformes structurelles enclenchées, en termes de simplification des systèmes de tarification, d'accroissement de la concurrence, d'accès au foncier, de renforcement de la justice commerciale, de rénovation du Code des investissements et du Code du travail ainsi que l'amélioration de l'environnement local des affaires dans les pôles territoriaux.

* Renforcement du cadre des Partenariats Public-Privé (PPP). Le Gouvernement achèvera la rénovation du cadre juridique et institutionnel des PPP d'ici à la fin 2020. À ce titre, il est prévu à partir de 2021 la mise en place d'un fonds d'amorçage pour améliorer notamment la maturité et l'attractivité des projets privés et PPP.

* Développement du Secteur Privé national. L'adoption de la loi d'orientation sur le développement du Secteur Privé et l'opérationnalisation de l'accès préférentiel à la commande publique. Il s'agit aussi (i) de mettre en place un Fonds commun de Placement à Risque (FCPR) pour la mobilisation de l'épargne nationale (Trésor public, institutions financières, entreprises, ménages) ; (ii) d'accélérer la formalisation de l'économie pour faciliter l'accès à la protection sociale du secteur informel ; et (iii) d'optimiser et de mutualiser les instruments de soutien à l'entreprise. Enfin, le Gouvernement mettra en œuvre la loi sur les start-ups, à travers la finalisation des décrets d'application.

ROLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVE

L'implication du secteur privé national et communautaire dans la réalisation et le développement des PPP sera renforcée à travers un niveau de sous-traitance et de co-traitance plus important et selon l'expertise et les capacités évaluées des entreprises locales

* évaluation et rénovation des régimes d'incitation à l'investissement en vue de l'adoption d'un nouveau Code des investissements en fin 2021, afin d'impulser des investissements productifs de la part de grandes entreprises et de PME innovantes

La stratégie de croissance du PAP 2A II vise à développer des pôles d'activité économique, les ZES étant désormais opérationnelles. Les investissements prévus dans les trois ZES établies, Diamniadio, Diass et Sandiara s'élèvent à environ 3,7 % du PIB Issues de plusieurs pays, dont la Chine et la Tunisie, les entreprises concernées représentent différents secteurs comme l'industrie plastique, la transformation alimentaire, les cartes bancaires, les services médicaux et la recherche.

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP 2A

UNE STRATEGIE D'ENDETTEMENT PRUDENTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LE CADRE DU PAP 2A

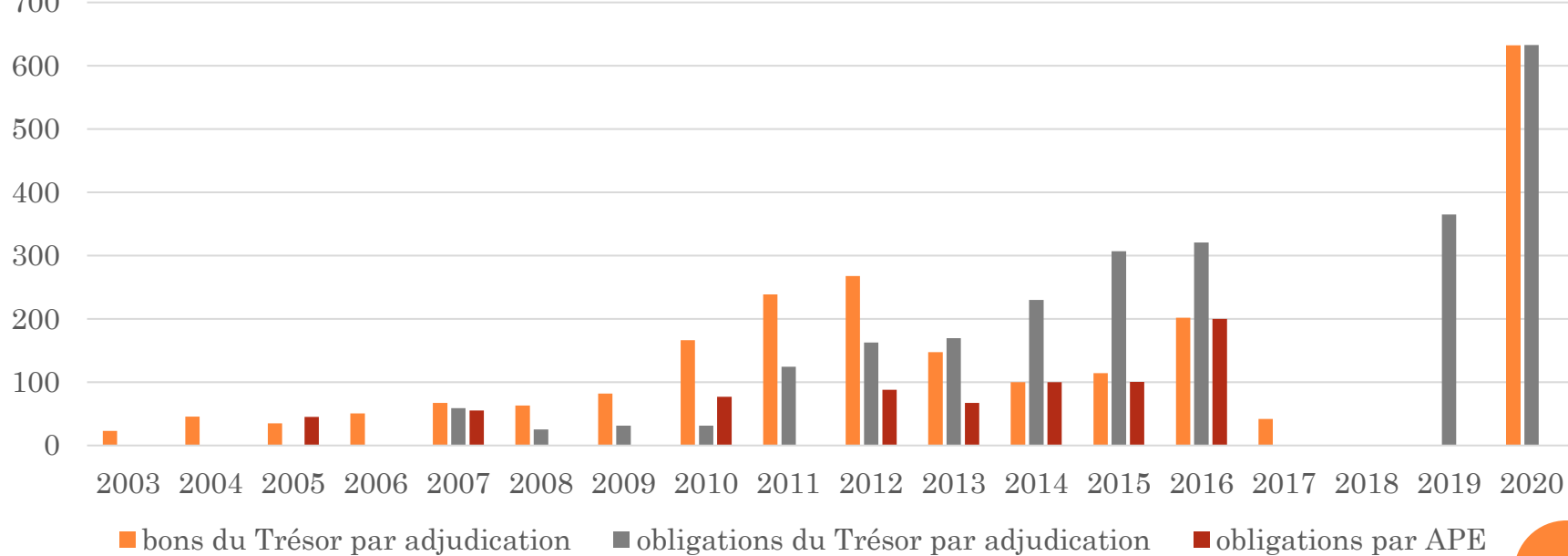
- L'objectif stratégique de l'Etat reste la couverture des besoins de financements de l'Etat avec le meilleur compromis coûts – risques, en explorant tous les financements disponibles (partenaires financiers classiques, marché international ou intérieur, finance islamique, financements bilatéraux avec des banques)
- En matière d'endettement, le Sénégal poursuivra ses efforts pour préserver la viabilité de la dette et renforcer la stabilité macroéconomique dans un contexte de mise en œuvre du PAP 2A et de changement du paradigme avec l'élargissement du champ de la dette au secteur public.
- Pour les prochaines années, l'Etat continuera de mettre en œuvre une stratégie d'endettement prudente privilégiant dans la limite du disponible les ressources concessionnelles, les financements en euros pour éviter le risque de change ainsi que la fixation des taux d'intérêt pour éviter l'impact négatif de la variabilité des taux sur le service de la dette.
- Egalement, le renforcement du recours au marché intérieur sera préconisé pour contribuer à sa consolidation mais surtout de mieux gérer les vulnérabilités liées à la dette extérieure. Les innovations introduites avec les obligations infines pouvant porter sur des montants relativement importants favorisent le recours à ce marché
- Pour donner de la place au secteur privé, un soutien accru sera apporté par l'octroi de garantie à des projets stratégiques présentant une rentabilité économique et financière avérée. A ce niveau, la stratégie consistera à limiter les risques d'appel de la garantie de l'Etat (analyse financières, mécanismes de comptes séquestre etc...).

UNE STRATEGIE DE DIVERSIFICATION ET D'APPARIEMENT DES SOURCES DE FINANCEMENT

- Diversification de ses sources de financement avec l'ordre de priorité ci-après: financements concessionnels voire semi-concessionnels d'abord et, en complément, un recours aux ressources commerciales (principalement mobilisées sur les marchés de capitaux).
- A cet effet, l'Etat poursuit le recours aux bailleurs traditionnels (bilatéraux et multilatéraux) ainsi qu'à de nouveaux partenaires (pays émergents) susceptibles d'offrir des ressources concessionnelles pour prendre en charge des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé pour, le renforcement du capital humain et de la protection sociale.
- En outre, les ressources commerciales (les crédits à l'exportation et principalement les eurobonds), constituent des opportunités pour le financement nécessaire des projets à rentabilité économique avérée pour accroître la compétitivité de l'économie.
- Ces fonds importants destinés à favoriser la transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements.
- Le profil varié de ces investisseurs (banques, assureurs, gestionnaires de fonds, fonds de pension...) assure une bonne gestion du risque de concentration de sorte à éviter une saturation d'un investisseur sur les titres émis par l'Etat du Sénégal ou une prééminence trop forte (à travers une division des risques d'autant plus bonne que les titres sont disséminés dans un large éventail) qui pourrait influencer négativement sur les conditions futures de (re)financement

Bilan émissions titres publics du Sénégal sur les marchés de capitaux domestiques

taux moyen pondéré des bons du Trésor en (%)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Années	3,32	3,4	3,5	4,66	5,28	6,68	6,7	5,6	6,43										
bons du Trésor par adjudication	23	45,3	35,1	50,7	67,2	63,2	82,1	166,2	238,7	267,69	147,15	100	114,17	201,76	41,646	0	0	631,875	2275,791
obligations du Trésor par adjudication					58,7	25	31,1	31,4	124,3	162,35	169,39	230	306,94	320,4	0	0	365	632,46	2457,04
obligations par APE			45		55,1			76,8		88,103	66,94	100	100,2	200	0	0	0		732,143
Total	23	45,3	80,1	50,7	181	88,2	113,2	274,4	363	518,14	383,48	430	521,31	722,16	41,646	0	365	1264,3	5464,974



PLAN DE FINANCEMENT POUR 2021

○ DETERMINATION DU BESOIN DE FINANCEMENT

- ★ DEFICIT BUDGETAIRE PLFI 2021

743,9 MDS FCFA

- ★ AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE

619,32 MDS FCFA

- ★ SOIT AU TOTAL

1.363,2 MDS FCFA

○ SOURCES DE FINANCEMENT

- ★ EMPRUNTS –PROJETS

576 MDS CFA

- ★ EMPRUNTS – PROGRAMMES

105 MDS CFA

- ★ EMPRUNTS SUR LES MARCHES

682,2 MDS FCFA

Date	Type	annocé	Taux du coupon	Méthode d'émission	Modalités de remboursement
15-janv-21	OAT 3 ans	75	5,60%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 5 ans		5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 3 ans		5,60%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
05-févr-21	OAT 5 ans	75	5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 7 ans		5,80%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 10 ans		6,00%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
26-févr-21	OAT 12 ans	75	6,15%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
Montant T1/ 2021		225			
09-avr-21	BAT 6 mois	50		Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
16-avr-21	BAT 1 mois	50		Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
07-mai-21	OAT 3 ans	75	5,60%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 5 ans		5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
04-juin-21	OAT 7 ans	75	5,80%	Adjudication ouverte	
	OAT 10 ans		6,00%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	Montant T2/ 2021		250		
09-juil-21	OAT 5 ans	30	5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 3 ans		5,60%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
06-août-21	OAT 5 ans	150	5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 7 ans		5,80%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
Montant T3/ 2021		180			
01-oct-21	BAT 1 an	50		Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
	OAT 3 ans		45	5,60%	Adjudication ouverte
05-nov-21	OAT 5 ans	30	5,70%	Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
19-nov-21	BAT 1 an	30		Adjudication ouverte	<i>In fine</i>
Montant T4/ 2021		125			
Montant Total 2021		780			
dont Financement net		680			

